

**Nations unies - Débat trimestriel
public sur l'Afghanistan -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 25 septembre 2017)

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'abord de remercier le représentant spécial du Secrétaire général, M. Tadamichi Yamamoto pour son exposé éclairant et à travers lui, rendre à nouveau hommage aux personnels des Nations unies qui travaillent dans des conditions difficiles en Afghanistan. Je remercie également chaleureusement M. Salahuddin Rabbani, le ministre des affaires étrangères d'Afghanistan pour sa présence et pour son intervention. La France s'associe d'avance au discours qui sera prononcé au nom de l'Union européenne.

Je m'en tiendrai à quatre remarques principales :

1) Tout d'abord, l'accroissement du niveau de violence et la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire en Afghanistan qui en résultent restent une source de préoccupation majeure pour la France. Comme le rappelle le rapport du Secrétaire général et comme l'ont souligné les orateurs précédents, la population afghane demeure la première victime de ce conflit, et parmi elle les femmes et les enfants continuent de payer le plus lourd tribut. Les forces afghanes, dont je tiens ici à saluer l'engagement et le courage, poursuivent leurs opérations et font d'importants progrès. Toutefois, les confrontations armées et les attaques terroristes répétées continuent de déstabiliser fortement l'ensemble du pays. À cet égard, la France prend très au sérieux l'implantation et la prolifération des groupes armés et terroristes en Afghanistan et dans la région. La France partage la détermination des autorités afghanes et de nos alliés à lutter contre le terrorisme et elle salue toute décision qui contribue à cet objectif, dans le respect du droit international, à l'instar de la nouvelle stratégie des États-Unis pour l'Afghanistan et l'Asie du Sud-Est. Cet effort anti-terroriste, pour réussir, doit également être appuyé par l'ensemble des pays de la région.

La situation humanitaire, déjà particulièrement fragile, est aggravée par le conflit et par la chute de l'économie. Le retour massif de réfugiés en provenance du Pakistan et de l'Iran est un véritable défi pour les autorités afghanes. Sur ce point, la France encourage le gouvernement afghan à poursuivre les efforts engagés en vue de garantir un traitement égal de tous les réfugiés et de toutes les personnes déplacées. Elle salue l'action remarquable menée par le Haut-Commissariat aux réfugiés.

Monsieur le Président,

2) Deuxième remarque, ce contexte sécuritaire et humanitaire extrêmement volatile rend l'unité du gouvernement afghan et sa persévérance dans les réformes plus que jamais essentielles. Il ne peut y avoir d'autre voie que celle de la cohésion, du rassemblement et de la détermination collective à approfondir et à consolider la démocratie afghane.

La poursuite des réformes engagées, avec l'objectif d'instaurer une gouvernance plus efficace et mieux à même de servir la population, doit demeurer une priorité. Cela concerne en particulier la réforme électorale : des avancées ont été effectuées dans ce domaine et la France salue en particulier l'annonce de la tenue des élections législatives le 7 juillet 2018. Les préparatifs engagés par la Commission électorale indépendante doivent se poursuivre, avec le soutien de la MANUA, pour permettre la tenue d'élections libres et transparentes à la date prévue. Les réformes entamées en matière de lutte contre la corruption et contre le trafic de stupéfiants, qui continuent d'alimenter l'insurrection talibane, doivent elles aussi être poursuivies avec détermination. Sur le plan des droits de l'Homme enfin, la situation des femmes et des enfants reste encore très précaire. Il est essentiel que les autorités afghanes continuent de se mobiliser pour mettre pleinement en oeuvre leurs engagements en faveur des droits des femmes et de la protection des enfants.

3) Troisième point à mettre en exergue, la stabilisation de l'Afghanistan passera par une solution politique négociée et par une réconciliation nationale. La France souhaite que le processus de paix puisse être réengagé par les acteurs afghans dès que possible, avec le soutien des pays de la région et de la communauté internationale. L'engagement sincère et le soutien sans ambiguïté de tous les voisins de l'Afghanistan en faveur de la paix est indispensable. Nous demandons à chacun un effort renouvelé en ce sens et des engagements concrets.

Monsieur le Président,

4) Dans ce contexte, et ce sera la quatrième remarque, conforter le soutien des Nations unies, et en particulier de la MANUA, à l'Afghanistan n'a jamais été aussi important. La France remercie le Secrétaire général et ses équipes pour le travail très sérieux mené dans le cadre de la revue stratégique de la MANUA. Nous soutenons les recommandations formulées, qui doivent permettre de rationaliser l'action. La proposition de recentrer les tâches de la mission est particulièrement bienvenue, qui lui permettra de distribuer son effort sur quatre piliers : la contribution à l'établissement de la paix en Afghanistan ; la facilitation de l'engagement des pays de la région ; la modération et le soutien au dialogue entre le gouvernement et les forces politiques afghanes et la coordination des donateurs internationaux.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de conclure en réitérant le plein soutien de mon pays au gouvernement afghan et à l'action menée par les Nations unies en Afghanistan dans la quête d'une paix durable et d'une vie dans la sûreté et la dignité pour tous les citoyens et citoyennes d'Afghanistan.

Je vous remercie./.